

MARDI 15 MARS 2016

"Le poids de nos infrastructures sont maintenant de dimensions tel qu'il n'est plus possible de les entretenir sans faire s'effondrer nos économies."

NYOUZ2DÉS

- = **"Revenir à un statut de pays du 1/3 monde"** (Patrick Reymond) p.1
- = **Liquidation imminente: le nuage de 223.000 milliards de dollars qui plane au-dessus des banques centrales** p.1
- = **La fin est-elle arrivée ?** (John Rubino) p.3
- = **Avis de fausse alerte au krach, pour l'instant** p.5
- = **Chute du pétrole : les investisseurs risquent de perdre gros** (Charles Sannat) p.7
- = **Quand le CAC 40 fait des mèches... c'est que les traders vont se faire tondre** (Philippe Béchade) p.9
- = **Elections US : c'est le Deep State qui gagne...** (Bill Bonner) p.12
- = **Le système financier est une menace plus grande que le terrorisme** p.14
- = **Non à la suppression du cash! Dossier** p.17
- = **« La capitulation du gouvernement est une excellente nouvelle et pas celle que vous croyez !! »** (Charles sannat) p.19
- = **Le prix du pétrole est ridiculement bas. La preuve.** p.21
- = **Egon Von Greyerz: protégez votre patrimoine: achetez de l'or avant qu'il ne grimpe à 2000 dollars** p.27
- = **Des forces furieuses nous submergeraient-elles ?** (Bruno Colmant) p.30
- = **PEUT-ON ATTENDRE UN SALUT DES BANQUES CENTRALES, UNE FOIS LEUR STRATÉGIE RÉORIENTÉE ?** (François Leclerc) p.31
- = **« Apocalypse now » dans la politique monétaire** (jean-Marc Vittori) p.32



"Revenir à un statut de pays du 1/3 monde"

Patrick Reymond 14 mars 2016

L'Arabie Séoudite nous dit l'agence sputnik, va revenir à un statut de pays du 1/3, "presque médiéval".

Là, je ne suis pas d'accord. Le côté médiéval n'a jamais quitté le royaume. Donc, le presque est de trop.

Comme pour tout le monde, les vaches grasses, devenues maigres, ça pouvait passer, surtout si seuls certains étaient privés de lait et de viande. Passer aux vaches rachitiques, c'est encore plus de monde sans lait et sans viande. Et passer au squelette de vaches, il n'y a plus ni lait, ni viande, pour qui que ce soit, seul le charognard trouve son compte : lui, il peut briser les os.

Il reste que la presse pravda peut raconter des conneries, quand c'est le premier passage, et que les gens épargnés peuvent le croire, mais plus il y a du passage, moins ils sont crut, jusqu'à ce que leur bavardage verbeux et oiseux, ne soit même plus écoutés, et provoque le dégoût, le rejet; avant la colère.

Le Mexique s'effondre autant que le Vénézuéla, mais l'un est sous la bienveillance américaine. Pas l'autre. 30 milliards de pertes pour la compagnie PEMEX. Autant

dire que l'état mexicain, est lui aussi, rayé de la carte, avec des pertes qui doublent toutes les années. En 2004 la production était de 3.4 millions de barils jour, de 2.2 aujourd'hui, et le gisement Cantarell a quasiment disparu des radars. 206 000 barils jour produits en fin de 2015, contre 2 200 000 aux temps de sa splendeur : chute de 90 %.

Cantarell, pour lequel j'avais écrit des tas d'articles, était, derrière Ghawar, le deuxième plus grand gisement mondial. C'est un gisement mort, désormais. Ou insignifiant. Pire, déficitaire, comme la Pemex.

Or, le Mexique et l'Arabie ne sont pas les USA. Ceux ci peuvent subventionner depuis des décennies, des puits marginaux, 85 % chez eux, qui finissent par représenter, quand même, un certain volant de production, pour les autres, ce n'est pas le cas.

Le Mexique n'a pas de fiscalité satisfaisante. Il n'en a jamais eu. Pendant la période coloniale, c'était les mines d'argent qui faisait les budgets, le XIX^e siècle a été délicat, et le XX^e a eu le pétrole, qui a remplacé les mines d'argent, comme principal contributeur. Et puis, culturellement et historiquement, au Mexique, l'impôt, c'est plutôt le tribut au vainqueur.

Mais le pays peut faire vivre une population nombreuse.

Pour l'Arabie Séoudite, c'est non seulement la seule ressource fiscale, c'est aussi la seule ressource tout court. Et il n'y a rien qui puisse remplacer. Il n'y a même pas de quoi abreuver suffisamment la population.

L'élite au pouvoir, qui s'est contenté partout de vivre -bien- sa situation, est conspuée partout. La culpabilisation, l'inquisition, avec l'insulte risible "raciste", fonctionne de moins en moins, et même plus du tout... Sauf chez les gens de l'ancien temps...

Liquidation imminente: le nuage de 223.000 milliards de dollars qui plane au-dessus des banques centrales

Le 15 Mars 2016



La dette [courante] globale a récemment été estimée à 223 trillions de dollars. La

dette globale a gagné quelques 40% depuis la crise financière de 2008-2009, date à laquelle elle s'élevait à 157 trillions de dollars. Ces 223 trillions de dollars représentent la dette effective, et n'incluent pas la dette potentielle représentée par les produits dérivés de cette dette, qui s'élèvent à des sommes astronomiques et pourraient se transformer en dette si ces 223 trillions de dollars faisaient l'objet d'un défaut.

Une dette globale de 223 trillions de dollars. Comme un gros nuage gris dans le ciel.

Pour le monde de la finance tel qu'il existe aujourd'hui, il est vital de laisser flotter cette dette dans le ciel sans jamais la soumettre à une liquidation.

Liquidation et remboursement sont deux choses bien différentes.

Une liquidation signifie que des détenteurs de dette cherchent à échanger la dette qu'ils possèdent contre du liquide.

Le problème, pour les banquiers centraux du monde, est de maintenir le nuage de la dette dans le ciel et d'éviter un déluge de liquidations. C'est-à-dire qu'il ne doit jamais y avoir d'échange trop important d'obligations contre du liquide.

La dette globale continuera d'être un nuage gros dans le ciel tant que les investisseurs conserveront leurs obligations ; et puisque les banques centrales ont porté les taux d'intérêt jusqu'à des niveaux incroyablement bas – voir négatifs – les prix de ces obligations ont atteint des sommets absurdes et offert des profits substantiels à leurs propriétaires.

La dette mondiale n'est pas remboursée et doit continuer de grimper, parce qu'elle est constamment remise à plus tard, et que ces reconductions incluent les intérêts à payer. Le nuage de la dette ne peut que se faire plus menaçant.

Quand les intérêts grimpent, comme ils l'ont fait récemment, les marchés font preuve d'une préférence accrue pour les devises plutôt que pour les obligations.

Cette hausse embryonnaire des taux d'intérêt indique que nous pourrions un jour voir un désir grandissant de la part des investisseurs de se débarrasser de leurs obligations ; ce qui signifie qu'une hausse des taux d'intérêt pourrait faire baisser les prix des obligations, et que cette baisse de prix pourrait forcer les détenteurs d'obligations à enregistrer des pertes sur leurs obligations et autres instruments de crédit qui forment le nuage de la dette. Une vente hâtive d'obligations aggraverait la perte de valeur et renforcerait la hausse des taux. Comme c'est toujours le cas en période de panique, ceux qui paniquent les premiers auront de meilleures chances d'échapper aux pertes.

Mais il y a un autre problème : une grande majorité des investisseurs et les fonds d'investissements ont investi sur les obligations, sur lesquelles ils ont réalisé de gros profits quand les taux d'intérêt ont commencé à baisser. Mais si les gros investisseurs sont des détenteurs d'obligations, à qui vont-ils vendre leurs obligations lorsqu'ils chercheront à les liquider ? Ces investisseurs enregistreront de lourdes pertes, parce que les prix des obligations seront forcés de s'effondrer. Et cela se produira dès que les investisseurs penseront voir les taux grimper plutôt que baisser.

Les systèmes bancaires investissent sur les obligations, et les obligations représentent une grande partie de leurs actifs. En Europe, si les actifs du système bancaire baissaient de 4%, le système bancaire européen se retrouverait en banqueroute. Un effondrement du prix des obligations généré par une hausse des taux d'intérêt serait létal pour le système bancaire européen, et si l'Europe s'effondrait ; le reste du monde ne pourrait qu'en faire de même.

Les taux d'intérêt devront tôt ou tard grimper. Les banquiers centraux tremblent lorsqu'ils pensent voir grimper les taux. Bien évidemment, la Fed et la BCE ne peuvent pas se permettre de les rehausser. Elles sont coincées et attendent la peur au ventre le déluge de liquidation que fera pleuvoir sur elles le nuage de 223 trillions de dollars qui plane au-dessus d'elles.

Source: [24hgold](#)

La fin est-elle arrivée ?



[John Rubino](#)
[Dollar Collapse](#)

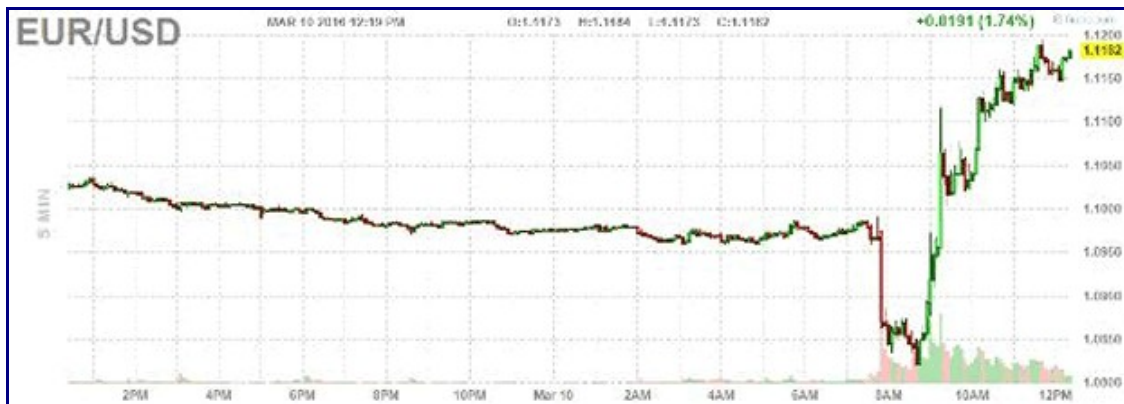
Publié le 15 mars 2016

Le directeur de la BCE, Mario Draghi, vient d'annoncer une réduction des taux d'intérêt et un nouveau programme de monétisation de dette. Historiquement, ce genre de politique propulse les marchés dans une extase pavlovienne, et les actions grimpent à mesure que la devise locale plonge.

Les avocats d'une monnaie saine nous mettent en garde depuis des années du poison que représentent ces politiques monétaires, et espèrent que les marchés s'en rendront un jour compte, et prendront les décisions nécessaires. Et ils semblent l'avoir fait aujourd'hui. Les actions européennes ont grimpé après l'annonce de la BCE, avant de replonger.



Et l'euro a fait tout le contraire – il a plongé avant de remonter :



Et le dollar, qui selon la théorie keynésienne aurait dû grimper face à son principal compétiteur, s'est effondré :



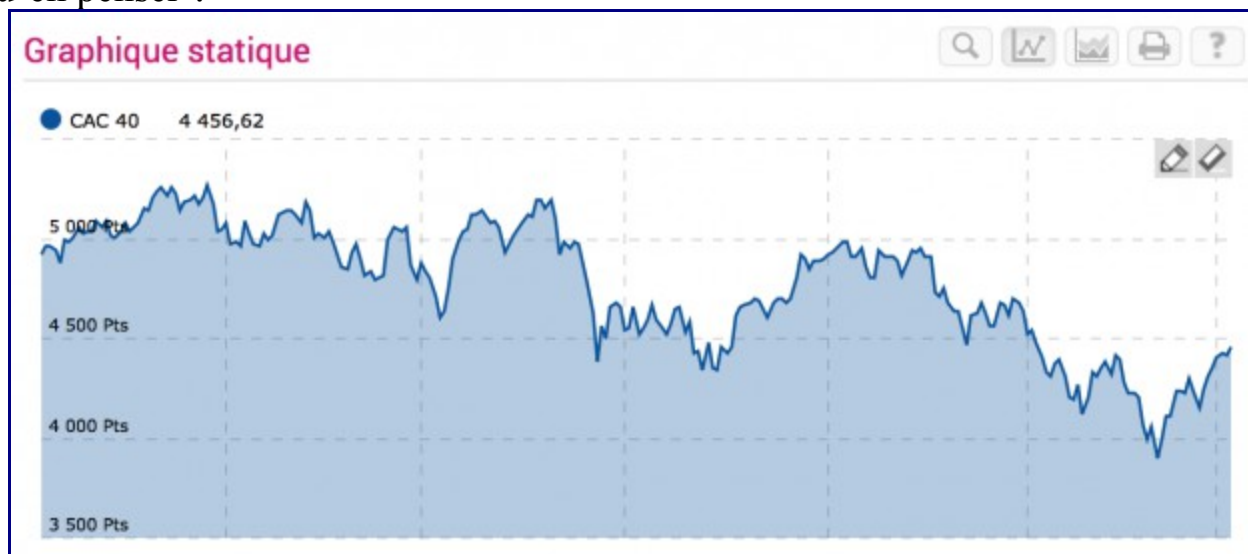
Jeudi dernier, les actions américaines étaient en baisse, alors que l'or grimpait, ce qui indique que les marchés perçoivent désormais les taux d'intérêt négatifs et les achats d'actions et d'obligations d'entreprise par les banques centrales comme les signes d'un échec profond plutôt que d'un génie innovant.

Il est désormais évident qu'un gouvernement ne déciderait d'adopter de telles politiques que si les mesures précédemment adoptées ont échoué. Auquel cas il n'y a aucune raison de croire qu'un renforcement de ces politiques arrangera la situation. Ce qui signifie aussi que les actifs financiers seront en mauvaise posture tant que les autorités monétaires n'auront pas révisé leurs théories et retravaillé leurs modèles.

Avis de fausse alerte au krach, pour l'instant

par [Laurent Herblay \(son site\)](#) samedi 12 mars 2016

Depuis l'été, les marchés mondiaux sont agités par le ralentissement chinois et la baisse du prix du pétrole qui questionne la valeur des investissements dans l'énergie. Avec le CAC 40 sous les 4000 points début février, les alertes de krach ont à nouveau fleuri. Mais la semaine dernière, les marchés ont étonnamment assez bien encaissé la nouvelle dévaluation du yuan et la chute du marché chinois. Qu'en penser ?



Le prochain krach, c'est pour quand ?

Bien sûr, il y a des facteurs qui expliquent la nervosité des places financières : l'atterrissage de l'économie Chinoise, qui n'affichera sans doute plus jamais ses taux de croissance d'il y a quelques années, la maigre croissance des pays dits

développés, et l'effondrement du prix des matières premières, qui questionne la valeur de nombreux investissements, faisant craindre une forme de subprime de l'énergie. Les bénéfices des entreprises outre-Atlantique ont même légèrement baissé. On peut également distinguer des signes de bulle dans bien des domaines, comme les valeurs de la nouvelle économie ou l'art. Et cela semble d'autant plus explosif que nous avons deux précédents dans les quinze dernières années, ce qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui prévoient une nouvelle explosion.

Malgré tout, je persiste à penser que nous ne sommes pas au moment de ce cycle économique où va se produire le krach. La baisse des profits outre-Atlantique s'explique par la forte hausse du dollar, qui ne va se reproduire tous les ans. En outre, les profits restent à des plus hauts historiques. L'atterrissage Chinois était probablement une nécessité. Et la baisse massive du prix des matières premières, même s'il pénalise leurs exportateurs, représente un gros gain pour les importateurs et est en partie amorti par les énormes réserves accumulées par certains pays producteurs quand les prix étaient élevés. Bien sûr, les économies restent très déséquilibrées, mais je persiste à croire que les marchés ne se sont pas encore montrés assez exubérants et irrationnels pour provoquer un nouvel effondrement.

Il y a sept ans, j'imaginai qu'un nouveau krach financier se produisait fin 2016. Aujourd'hui, étant donné le déroulement des dernières années, je pense qu'il faudra sans doute attendre quelques années, le temps de laisser davantage gonfler les bulles financières, même si, dans ce domaine, les prévisions restent aussi hasardeuses que les marchés sont exubérants et irrationnels.

Chute du pétrole : les investisseurs risquent de perdre gros

Charles Sannat 14 mars 2016

Oui, il est évident, comme à chaque fois d'ailleurs dans l'industrie pétrolière, que les pertes et les faillites seront nombreuses et importantes.

Il est, à ce stade, toujours très difficile d'avoir des chiffres précis sur les montants concernés et les estimations varient entre 200 et 4 500 milliards de dollars – ce qui est une fourchette qui ne veut rien dire car vous l'aurez compris, si l'industrie du gaz de schiste c'est 200 milliards de dollars de dettes, il n'y a pas de quoi fouetter un chat évidemment.

Si c'est 4 500 milliards de dollars, alors c'est systémique.

Charles SANNAT

La chute des prix du pétrole affole les marchés, alors que les producteurs de brut, et tout particulièrement de pétrole et gaz de schiste, luttent pour rester à flot tandis qu'une vague de faillites pourrait se déclencher d'un jour à l'autre.

Les investisseurs risquent de ne jamais récupérer leurs 19 milliards de dollars (17 milliards d'euros) en raison de la crise qui frappe le secteur du pétrole et du gaz, et une vague de défauts de paiement ne tardera sans doute pas à se déclencher, constatent des experts de [Bloomberg](#).

“La production de pétrole et gaz de schiste a été jugée prometteuse au départ, et les entreprises ont fait l'erreur de trop emprunter (...) Aussi étonnant que cela puisse paraître, beaucoup de gens étaient prêts à leur prêter de l'argent”, a indiqué George Schultze, fondateur et directeur de l'investissement chez Schultze Asset Management de New York.

Et d'ajouter que si Energy XXI Ltd., SandRidge Energy Inc. et Goodrich Petroleum Corp. n'arrivaient pas sous peu à s'entendre sur une restructuration ou un rééchelonnement de leurs dettes avec les créanciers et les actionnaires, le défaut de paiement ne se fera pas attendre.

“En l'absence d'une augmentation importante des prix du pétrole et du gaz, d'un refinancement ou d'une restructuration de nos titres de créance ou autre amélioration de la liquidité, il ne nous restera rien d'autre à faire que demander une protection contre la faillite”, lit-on dans le communiqué d'Energy XXI.

Le boom du schiste s'est construit sur un crédit à haut rendement, mais depuis le début de 2015, 48 producteurs de pétrole et de gaz dans ce secteur ont fait faillite en raison de la chute mondiale des prix du brut.

En effet, deux ans auparavant, personne n'aurait pu même imaginer une telle débâcle. Wall Street, la Banque Fédérale Américaine et les banques privées continuaient de déverser des centaines de milliards de dollars dans un secteur qui promettait des gains substantiels.

Aux États-Unis, de nombreuses plateformes de forage ont déjà été démontées. Les producteurs américains de pétrole de schiste subissent de plein fouet la chute des cours du brut et les faillites pourraient s'avérer plus nombreuses en 2016, préviennent des analystes.

La révolution du gaz et du pétrole de schiste américain de 2009-2015 a été conduite par des petites et moyennes entreprises (PME) qui ont financé leurs croissances avec des emprunts à hauteur de 113 milliards de dollars en actions

(101,6 milliards d'euros) et 241 milliards de dollars en obligations (216,7 milliards d'euros). Aujourd'hui, elles s'écroulent sous leurs dettes, d'autant que peu d'entreprises sont rentables en-dessous de 50 dollars le baril. Durant la même période les dettes des 60 plus grandes entreprises américaines (sur un total de 155) ont bondi de 100 à 206 milliards de dollars (de 89,9 à 183,3 milliards d'euros).

Quand le CAC 40 fait des mèches... c'est que les traders vont se faire tondre

Rédigé le 15 mars 2016 par Philippe Béchade

Les quatre semaines de rebond des places boursières se soldent par un écart de +15% en moyenne. Soit c'est un juste retour des choses pour les uns (après -20% sur les sommets de la fin mai 2015) parce que les actions, c'est fait pour monter éternellement dans un système financier à choix unique... Soit c'est un — gros — « rebond de chat mort » pour les autres, qui énumèrent les mille et un arguments fondamentaux plaidant pour un dégonflement radical des bulles d'actifs alors que le marché haussier vient de fêter son septième anniversaire.

Je n'adhère que partiellement à chacune des deux interprétations... mais nous pouvons parvenir à un compromis acceptable en ne retenant que le pire des deux.

Nous sommes dans un marché à choix unique... qui de ce fait n'a plus rien d'un marché. Il n'a que faire de l'énumération des arguments démontrant que le prix des actifs est surévalué. C'est d'ailleurs cette surévaluation qui est l'effet recherché et qui constitue le corollaire de l'euthanasie du rentier.

Comme dans une partie de poker truquée, quelques joueurs triés sur le volet n'ont qu'à claquer des doigts pour se voir remettre séance tenante des piles de jetons. Ils leur permettront d'intimider jusqu'au possesseur d'un brelan d'as (qui espère un carré)... car le doute sera toujours du côté de celui qui n'a pas la main sur le talon dont sont extraites les cartes, et nul n'est à l'abri de la toute-puissante quinte flush.

Métaphoriquement, ce « talon » — contrôlé par la BCE — peut au choix sortir une baisse de taux, un QE, un TLTRO... et très exceptionnellement, les trois à la fois.

Lorsque pour la deuxième fois en moins d'un an, les trois « cartes habillées » — valet/dame/roi — sortent simultanément pour compléter dans la même couleur un duo 9/10 de trèfle détenu par le chip leader (le détenteur de la plus grosse pile de jetons), tous ceux qui avaient un brelan de valet, dame ou roi — devenu au passage un carré — comprennent bien qu'ils se sont fait littéralement truffer.

Rinçage général

Ce genre d'arnaque n'est pas nouveau, mais la séance de jeudi fut néanmoins la première de son genre en 20 ans !

Elle a rincé successivement — et en moins de trois heures prises en continu — ceux qui avaient un carré de roi à la baisse (+3% en 20 minutes à 4 580 sur le CAC 40)... puis ceux qui avaient doublé la mise avec la nouvelle donne, se voyant servir un carré d'as providentiel à la hausse. Ils se sont pris quant à eux un -5% à 4 350 en deux heures, puis un -6% avec un test des 4 305 points en transactions hors séance.

La séance de vendredi a achevé de dégoûter tout le monde avec un 3,3% à la hausse qui n'avait statistiquement aucune chance de se produire.

Pour les opérateurs férus d'analyse technique — en particulier ceux qui possèdent des logiciels analysant tous les cas de figure récurrents dans une tendance positive ou négative depuis que le CAC 40 existe (janvier 1988) — **la hausse de vendredi constitue un « cygne noir »**.

En ce qui concerne la description de la « chandelle » apparue jeudi, il n'en n'existe aucune sur les 20 dernières années qui apparaisse dotée d'une mèche haute de 150 points (c'est-à-dire plus de 3%) et d'un corps rouge de -2% concluant un top moyen terme.

Les chandelles présentant le plus de similitudes avec celle de ce 10 mars 2016 remontent au 2 décembre 2002 et au 2 août 2001 : mèche haute de 2%, un corps rouge de -1% environ. Avec des mèches plus modestes (mais d'au moins 50 points) et de longs corps bien rouges, on peut mentionner les séances du 16 avril 2010 puis du 3 janvier 2000.

Dans 100% des cas ci-dessus, tout comme dans 100% des cas des grandes mèches hautes (avec ou sans corps rouges) en sommet de vague moyen terme, une correction de 10% a suivi ce genre de contrepied baissier.

Oui, un repli s'est enclenché dans 100% des cas au cours des 20 dernières années !

La figure symétrique (longue mèche basse surmontée d'une bougie verte) est assez fréquente en conclusion d'une vague de correction moyen ou long terme (capitulation baissière) et marque l'amorce d'une inversion de tendance.

Typiquement ce qui s'était produit les 14 octobre puis 16 décembre 2014.

Les autres grandes mèches basses ont toutes marqué une inversion de tendance comme le 24 août 2015, le 14 octobre 2014... et naturellement le fameux renversement haussier long terme du 9 mars 2009, point d'origine du bull market dont certains parient qu'il conduira le CAC 40 à 7 000.

Une première historique

En fait, depuis l'origine du CAC 40, il n'existe aucun exemple d'une grande

mèche basse surmontée d'une bougie verte suivie d'une rechute de -3,25%.

Enfin, la dernière grande mèche haute suivie d'un effacement de la hausse des six précédentes séances à Paris remonte au 3 décembre dernier... et le pullback sous 4 800 avait marqué l'amorce de la grande correction jusque vers 3 900 points.

Les permabulls ne manqueront pas de justifier le rebond de 4 350 vers 4 500 du vendredi 11 mars par l'action décisive de la BCE, tellement profitable pour les banques européennes... Ces dernières vont se partager un milliard d'euros de plus chaque jour ouvrable jusqu'en mars 2017 (soit quatre milliards au lieu de trois depuis le 9 mars 2015).

Les « réalistes » n'auront aucun mal à démontrer que les trois milliards originels n'ont jamais provoqué la moindre accélération de la croissance économique ou du crédit depuis 12 mois, et encore moins de l'inflation.

En quoi le milliard supplémentaire permet-il d'espérer un résultat différent ?

Le Japon injecte depuis 18 mois l'équivalent — rapporté à son PIB d'environ 5 000 milliards de dollars — de 180 milliards de dollars par an. Cela représente 160 milliards d'euros... soit le double du QE de la BCE dans son nouveau format.

La banque centrale du Japon vient pourtant de jeter l'éponge côté QE. Elle constate que même avec l'injection de 10% de PIB de monnaie/dette, elle n'arrive pas à générer 1% de croissance supplémentaire en rythme annuel (-0,3% au quatrième trimestre 2015, malgré le « plein emploi »), alors que la France affichait un score positif de 0,3%, malgré un chômage record.

Le degré zéro de l'intelligence patrimoniale ?

Pour notre part, nous ajouterons que 17% de rebond en Europe depuis le 12 février, à contre-courant des fondamentaux et sur la seule anticipation d'un déchaînement de bruit et de fureur monétaire de part de la BCE, c'est « bien payé »... et +17% en 4 semaines, cela constitue même une sorte de maximum historique à Paris.

De même, il est assez inespéré de voir les indices américains effacer l'intégralité de leurs pertes annuelles sur le seul espoir que la Fed ne bouge pas d'ici l'été... alors que tous les voyants (croissance, bénéfices, confiance, etc.) virent au rouge depuis décembre dernier — à part naturellement l'emploi, puisque les chiffres officiels sont maquillés comme des carrés d'as.

Pour conclure, voir apparaître des scénarios graphiques qui n'ont jamais existé, la répétition de stratégies monétaires qui ont constamment échoué et qui débouchent sur la contraction des bénéfices distribuables... voilà autant de raisons de ne plus se risquer sur le marché des actions et privilégier l'or. Certes, il ne rapporte rien... mais au moins, il ne vous coûte pas -0,4% comme la dette à deux ans allemande,

ou -1% sur son équivalent suisse !

Nos voisins helvétiques ont naturellement commencé à riposter à la confiscation d'une partie de leur cash (-0,2% au-delà de 100 000 ChF) en achetant de l'or ou en bourrant leurs coffres-forts de piles de billets de 100 ChF (27,5% des billets en circulation) ou de 1 000 ChF (10,3% des billets existants).

Cela semble caractériser le degré zéro de l'intelligence patrimoniale... mais n'est-ce pas la seule réponse pertinente face à la stratégie du « zéro choix » imposé depuis sept ans par les banques centrales ?

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/cac-40-meches-traders/>

Copyright © Publications Agora

Elections US : c'est le Deep State qui gagne...

Rédigé le 15 mars 2016 par Bill Bonner

Le monde actuel est plein de plaies et de bosses... et en pleine dépression.

Peu importe. Nous allons voir le bon côté des choses. Le verre est à moitié plein ! Les médias regorgent de commentaires sur la course présidentielle aux Etats-Unis.

Nous regardons tout ça comme une marmotte observe un accident ferroviaire : nous n'avons pas la moindre idée de ce qui se passe, mais nous ne pouvons pas en détourner les yeux. La fumée. Le métal tordu. Les bagages et les corps volant dans toutes les directions.

Le grand espoir du parti républicain était le sénateur de Floride, Marco Rubio. Sauf qu'à présent, ce pauvre Marco est 20 points derrière Donald Trump — à domicile !

Avant cela, durant le débat du 6 mars, le gouverneur du New Jersey Chris Christie a taillé Rubio en pièces. Devant le monde entier, il a exposé les mécanismes simplistes d'une marionnette articulant ses répliques comme si elle lisait des antisèches.

Mais la marionnette de qui ? Qui tire les ficelles ?

Zombies contre compères

Les élections américaines étaient plus simples, autrefois. Les zombies et les compères s'affrontaient.

Traditionnellement, les démocrates représentent les zombies — les citoyens lambda qui veulent plus d'allocations et petits pots-de-vin.

Les républicains sont censés représenter les compères — en nombre plus limité mais ayant plus d'argent — cherchant les crédits d'impôts, les contrats, les subventions, et des moyens de faire en sorte que les zombies restent à leur place...

Pour les républicains, le gouvernement était le diable à domicile mais un ange à l'étranger. Pour les démocrates, c'était le contraire. Selon eux, les autorités ne faisaient que le bien dans le pays — c'était à l'étranger qu'elles se mettaient dans le pétrin.

La politique est fluide, cependant. Les deux partis font appel à des mythes enracinés dans l'inconscient collectif afin de s'emparer des votes à la marge. Ils se tournent autour comme des lutteurs... chacun cherchant l'occasion de mettre son opposant au tapis.

Le mariage gay ? La religion à l'école ? Le droit à l'avortement ?

Les électeurs s'échauffent — convaincus que c'est eux et eux seuls qui doivent avoir l'unique et dernier mot indiscutable sur le sujet.

Le gouvernement de l'ombre

Et pendant que les conservateurs étaient en guerre contre les progressistes... le Deep State se développait. Quel que soit le parti au pouvoir, une part croissante de nos vies, et de notre argent, s'est retrouvée sous le contrôle des initiés — le gouvernement permanent qui gère vraiment les choses, le « gouvernement de l'ombre » qui règne, peu importe qui est au pouvoir.

Les zombies obtiennent plus d'allocations, d'avantages sociaux et de retraites. Les compères obtiennent plus d'accords spéciaux et de faveurs... dont fait partie la plus grande escroquerie de l'histoire : un système monétaire qui transfère des millions de milliards de dollars de richesse réelle vers l'industrie financière et ses clients.

Le système financier est une menace plus grande que le terrorisme

Par Paul Craig Roberts – Le 8 mars 2016 – Source Strategic Culture

Publié par: Le Saker Francophone



Paul Craig Roberts

Au XXI^e siècle, les Américains ont été distraits par la guerre contre le terrorisme, extrêmement coûteuse. Des milliers de milliards de dollars ont été ajoutés au fardeau qui pèse sur les contribuables au profit du complexe militaro-industriel, afin de combattre des menaces étrangères insignifiantes, comme les talibans, qui restent invaincus après quinze ans. Pendant tout ce temps, le système financier, qui travaille main dans la main avec les politiciens, a causé plus de dommages aux Américains que ceux que les terroristes pourraient leur infliger.

Le but de la politique des taux d'intérêt zéro de la Réserve fédérale et du Trésor des États-Unis est de soutenir les prix des instruments financiers surendettés et frauduleux que les systèmes financiers dérégulés créent toujours. Si l'inflation était correctement mesurée, ces taux zéro seraient des taux négatifs, ce qui ne signifie pas seulement que les retraités ne tirent aucun revenu de leurs épargnes-retraite, mais aussi qu'épargner est une opération déficitaire. Au lieu de gagner des intérêts sur votre épargne, vous payez des intérêts qui en diminuent la valeur réelle.

Les banques centrales, les économistes néolibéraux et la presse financière prostituée promeuvent les taux d'intérêt négatifs afin de forcer les gens à dépenser plutôt qu'à économiser. L'idée est que la mauvaise performance de l'économie ne serait pas due à l'échec de la politique économique, mais aux gens qui thésaurisent leur argent. La Réserve fédérale et sa coterie d'économistes et de médias prostitués maintiennent la fiction du trop d'épargne, malgré la publication du rapport de la Réserve fédérale elle-même, selon lequel 52% des Américains ne peuvent pas augmenter leurs dépenses de 400 dollars sans vendre des biens personnels ou [emprunter](#) de l'argent.

Les taux d'intérêt négatifs qui ont été introduits dans certains pays comme la Suisse et menacent dans d'autres pays, ont fait que les gens ont évité la taxe sur les dépôts bancaires en retirant leur épargne des banques sous forme de grosses coupures. En Suisse, par exemple, la demande pour les billets de 1000 francs (environ 1000 dollars) a fortement augmenté. Ces grosses coupures représentent maintenant 60% de la monnaie suisse en circulation.

La réponse des déposants aux taux d'intérêt négatifs a eu pour résultat que des économistes néolibéraux, comme Larry Summers, appellent à la suppression des gros billets de banque pour rendre difficile aux gens de garder l'argent qui leur reste hors des banques.

D'autres économistes néolibéraux, comme Kenneth Rogoff, veulent éliminer totalement l'argent liquide et n'avoir plus que de l'argent électronique. La

monnaie électronique ne peut pas être retirée sur les comptes bancaires, à part en la dépensant. Avec la monnaie électronique comme seul argent, les institutions financières peuvent utiliser les intérêts négatifs pour voler les économies de leurs déposants.

Les gens pourraient essayer de recourir à l'or, à l'argent, et à des formes de monnaie privée, mais d'autres méthodes de paiement et d'épargne seraient interdites, et le gouvernement pourrait opérer des descentes pour éliminer les tentatives d'échapper à l'argent électronique en infligeant des peines sévères.

Ce que ce tableau montre est que le gouvernement, les économistes et la presse prostituée sont alliés pour empêcher les citoyens de parvenir à toute indépendance financière au moyen de leur épargne personnelle. Les politiciens mènent une politique économique de cinglés et ceux qui contrôlent vos vies accordent plus de valeur à leurs plans qu'à votre bien-être.

Tel est le sort des gens dans ce qu'on appelle les démocraties. Tout le contrôle qui leur restait sur leurs vies leur est enlevé. Les gouvernements servent un petit nombre de groupes d'intérêts puissants dont les programmes se traduisent par la destruction des économies qui les hébergent. La délocalisation des emplois de la classe moyenne transfère le revenu et la richesse aux directeurs et propriétaires de l'entreprise, mais elle tue aussi le marché de la consommation intérieure des biens et des services délocalisés. Comme l'écrit Michael Hudson, elle tue l'hôte. La financiarisation de l'économie aussi tue l'hôte et les propriétaires de grandes sociétés aussi. Lorsque des dirigeants d'entreprises empruntent aux banques pour stimuler les prix des actions et leurs bonus en rachetant les actions des entreprises détenues par le public, les bénéfices futurs sont transformés en paiement d'intérêts aux banques. Les flux de revenus futurs des grandes entreprises sont financiarisés. Si ces flux de revenus futurs ne sont pas là, les sociétés peuvent être saisies, comme les propriétaires de maisons, et les banques deviennent propriétaires des sociétés.

Entre la délocalisation des emplois et la conversion de plus en plus de flux de revenus en paiements aux banques, il y a moins en moins de revenus à disposition qui peuvent être dépensés en biens et en services. Donc l'économie n'arrive pas à croître et glisse dans un déclin à long terme. Aujourd'hui beaucoup d'Américains ne peuvent payer que le montant du découvert sur le solde de leur carte de crédit. Le résultat est l'augmentation massive d'un solde qui ne peut jamais être remboursé. Ce sont ces gens les moins en mesure de payer la dette qui sont écrasés sous des charges impitoyables. La punition que les sociétés de crédit à la consommation utilisent maintenant, si vous payez tardivement ou si votre

paiement est refusé par votre banque, c'est de vous frapper pour les six mois à venir d'un taux d'intérêt annuel de pénalité de 29.49%.

En Europe, des pays entiers sont saisis. La Grèce et le Portugal ont été contraints de vendre leurs ressources nationales et leurs systèmes de sécurité sociale. Ainsi, beaucoup de femmes ont été plongées dans la pauvreté et la prostitution, où le prix horaire d'une prostituée est tombé à \$4.12.

Partout dans le monde occidental, le système financier est devenu un exploiteur du peuple et une perte sèche pour les économies. Il n'y a que deux solutions possibles. L'une est de diviser les grandes banques en entités locales plus petites comme cela existait avant la concentration que la dérégulation a favorisée. L'autre est de les nationaliser et de les exploiter uniquement dans l'intérêt du bien-être général de la population.

Les banques sont aujourd'hui trop puissantes pour qu'aucune des solutions n'intervienne. Mais l'avidité, la fraude et le comportement égocentrique des systèmes financiers occidentaux, aidés et encouragés par les gouvernements, pourraient conduire à un tel effondrement de la vie économique que l'idée d'un système financier privé deviendra aussi abominable à l'avenir que l'est le nazisme aujourd'hui.

Paul Craig Roberts

[L'article original](http://paulcraigroberts.org) est paru sur paulcraigroberts.org

[Non à la suppression du cash! Dossier](#)



Liliane Held-Khawam
Pro Mind Consulting

Publié le 15 mars 2016

Mars 2015. [Le journal Le Temps relaie Thomas Jordan](#), président de la Banque nationale suisse. Il y dit ceci sous forme de mise en garde:

« Les tentatives visant à contourner le taux d'intérêt négatif, au moyen de dérogations ou de retraits de numéraire, ne servent pas l'intérêt général de la Suisse dans le contexte actuel, car elles vont à l'encontre des intentions de la politique monétaire ».

Le comble de cette intervention est atteint quand M Jordan rend le peuple suisse responsable d'une mise en danger de l'économie suisse!

M Jordan ose transférer dans cet article les conséquences de SA politique monétaire vers des tiers silencieux, car pour la grande

majorité ignorants des dessous de ce qui deviendra tôt ou tard dramatique pour la Suisse et les Suisses.

La pose de taux d'intérêts négatifs est la conséquence de l'échec patent de la BNS. Le monde de la finance anglo-saxonne n'hésite pas à la railler en la qualifiant de gigantesque hedge-fund. Rappelons ici quelques évidences sur la politique de la BNS:

- Les investissements stratégiques de la BNS sont critiquables et critiqués tant sur le plan financier que celui du risque ou de l'éthique.
- La stratégie menée par la BNS est hautement déflationniste et récessionniste. Elle assèche massivement les liquidités des banques au détriment de l'économie réelle.
- M Jordan n'aborde JAMAIS la problématique de la déflation sévère et durable qui s'est installée en Suisse. La conséquence logique est qu'il ne la traite pas!
- Si on enlevait l'arrivée massive d'étrangers (1 million ces dernières années) et l'augmentation de la demande intérieure qu'ils génèrent ainsi que le bétonnage intensif de la Suisse initié principalement par la finance internationale, la Suisse serait en récession depuis belle lurette.
- Les chiffres du chômage excluent une bonne tranche de la population sans emplois, à savoir ceux qui ont eu des fonctions dirigeantes ainsi que ceux qui arrivent en fin de droit.
- Les taux d'intérêts négatifs instauré par la BNS servent exclusivement à plâtrer un minimum les trous béants laissés par l'échec de sa gestion comptable. Ils servent à financer le cash-flow que le marché n'acceptera jamais de financer par endettement.
- Ces mêmes taux négatifs enrichissent toujours plus les grandes banques.
- Les taux d'intérêts négatifs est une confiscation déguisée des dépôts bancaires. (cf notre dossier sur la [Confiscation bancaire](#))

Et voilà que M Jordan, patron d'une banque qui finira dans le mur veut continuer de se servir en toute tranquillité dans l'épargne et les retraites des citoyens. Pire, son argumentaire vise à le dédouaner.

Mais ce n'est pas tout. Supprimer le cash revient à supprimer l'expression « battre monnaie », la seule qui soit prévue par la Constitution! La monnaie scripturale bancaire est anticonstitutionnelle. Et pour cause!

Dans le genre NO Limit, la tentation de la suppression du cash est donc énorme

pour les tenants du casino financier mondial dont le directoire de la BNS est un digne représentant.

Le cash correspond à la monnaie centrale. La vraie! Celle qui appartient aux citoyens. Celle qui devrait offrir une mesure juste de la valeur d'un bien ou d'un service.

La monnaie centrale définit l'indépendance d'un Etat ou pas! La suppression de sa composante physique essentielle donnerait TOUT le pouvoir de la création et de la gestion monétaire à des privés pas forcément banquiers. C'est d'autant plus vrai quand le paiement est effectué par les smartphones et autre Paypal.

La suppression du cash, et avec elle la monnaie centrale, est la dernière étape avant la suppression du principe de l'État en tant que représentant d'un peuple. Les banquiers pourraient devenir LE rouage qui vous relie aux nouvelles entités dirigeantes privées transnationales.

Avec un banquier investi d'un pouvoir absolu sur les dépôts, frais et taxes n'auront plus aucune limite. Actuellement Postfinance entité pourtant détenue à 100% par la Confédération mais dirigée par un citoyen allemand haut dirigeant de UBS vous ponctionne 5.- par mois et par compte si vous ne détenez pas 7'500.- sur votre compte!

La loi too big to fail qui garantit à l'infini les engagements plus ou moins véreux des grands banquiers deviendrait un dû régalien!!! Ces banquiers pourraient se servir en direct en toute légalité et en toute illégitimité!

Accepter la suppression de l'argent liquide reviendrait à finaliser l'instauration d'une dictature menée par les financiers du casino mondial. Les valeurs déjà bien connues de ce Système sont l'usure, le racket et [l'unilatéralité des exigences contractuelles](#).

Accepter la suppression de l'argent liquide reviendrait aussi à admettre la fin de la propriété privée puisque vous travailleriez avec un argent qui ne serait jamais vraiment à vous. Votre banquier serait toujours maître de vous autoriser ou pas à en disposer. Souvenons-nous de [la réaction de Paypal lors des votations sur l'or suisse](#) où la collecte de fonds avait été suspendue brusquement.

Accepter la suppression du cash revient à autoriser votre banquier à être au courant de vos moindres faits et gestes où que vous soyez dans le monde. C'est lui donner un contrôle absolu sur votre vie privée. Votre traçabilité deviendrait totale.

Accepter la suppression du cash pourrait faire de vous beaucoup plus facilement un centre de profits et de coûts géré par le banquier avec un système de classement du genre de celui des agences de notation (ex:Standard & Poors). **Que feraient ces**

nouveaux Maîtres des pauvres gens considérés comme inutiles et facteurs de coûts? A l'heure où l'hôpital offre le suicide assisté alors qu'il est censé protégé et sauvé du suicide, il y a de quoi réfléchir. Et vite!

Il faut donc résister clairement et nettement contre toute tentation de suppression du cash en utilisant par exemple au maximum l'argent liquide tout en bannissant les caisses automatisées des supermarchés.

Vous ne pouvez pas laisser ce pouvoir à quelques individus qui ont brillé dans les faits divers d'ampleur jamais égalée.

Le peuple a un pouvoir énorme mais ne le sait pas! Il faut qu'il soit informé et qu'il se réveille!

« La capitulation du gouvernement est une excellente nouvelle et pas celle que vous croyez !! »

Charles Sannat 14 mars 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

C'est une bonne nouvelle, disons-le, et à plus d'un titre, ce qui veut dire d'un point de vue économique mais aussi de rapport de force politique et j'y reviendrai dans la partie que je nomme "les grands pétochards qui nous dirigent" !

Revenons d'abord sur les faits

Hier Valls annonce la nouvelle mouture du projet de loi sur le travail avec la suppression des mesures les plus décriées comme le plafonnement des indemnités en cas de licenciement.

Cette idée faisait hurler de joie les libéraux de ma famille, "enfin une bonne mesure", sauf que juridiquement, cette mesure était la négation même d'un principe de justice et de morale vieux comme le monde à savoir que lorsque l'on commet un "vol", on doit une juste "réparation du préjudice". Or par définition, un préjudice ne peut pas être limité, et c'est justement dans le calcul du juste préjudice que se fait la juste réparation et donc l'application d'un principe moral qui vient des temps immémoriaux de l'humanité. Supprimer cette idée de réparation, c'était évidemment ouvrir la porte à tous les abus mais, au-delà, c'était remettre en cause la morale...

"Oui mais aux "Zétats-zunis", y'a pas les prud'hommes" m'expliquent les libéraux de ma famille... "On n'est donc pas compétitif à cause de ces enfoirés, vilains, horribles, méchants (barrez la mention inutile ou gardez-les toutes) de la CGT..."

Certes, ils n'ont pas les prud'hommes et pourtant, d'une façon très objective, l'incertitude juridique est infiniment plus forte en Amérique qu'en France où les indemnités se comptent très, très rarement en millions d'euros, à part pour Bernard Tapie, sinon la culture française c'est des milliers d'euros.

Dans ce grand pays pour l'entreprise que sont les États-Unis, les procès ruinent des milliers de sociétés chaque année, et les coûts de justice et d'avocat sont prohibitifs.

Comprenez-moi bien : la compétitivité est une chose globale à apprécier dans l'ensemble de l'écosystème économique. Saucissonner la compétitivité en tranches n'a aucun sens : c'est tout juste bon pour tondre les moutons, ce que le gouvernement a tenté de faire afin de faire plaisir à l'Europe et au Medef, très silencieux ces derniers temps (et il valait mieux qu'il se taise tant il avait à gagner).

Enfin, ne regrettez pas cette loi, elle n'aurait rien réglé. Si nous voulons régler les problèmes de la France, nous devons avoir une vision collective et partagée de notre avenir. Nous devons choisir collectivement, après un débat qui devra durer des mois, ce que nous ferons croître et décroître, les économies que nous ferons et les dépenses que nous financerons ; nous devons faire des choix forts pour notre avenir, certes, mais le chemin que des groupes de pression veulent nous imposer n'est ni le seul ni le bon pour notre nation qui plus que jamais a besoin d'espoir, de grandeur mais aussi de se réapproprier les choix politiques.

Ces grands pétochards qui nous dirigent !

Comme je l'avais écrit et rappelé dans cet article, la Loi El Khomri n'était que la transposition dans la loi française de demandes européennes, allez disons-le, des diktats européens.

Or nous sommes dirigés par des pétochards qui passent leur temps à céder à toutes les peurs.

Ils ont peur de l'Europe alors ils cèdent et passent une loi travail qui n'améliorera pas d'un pouce notre compétitivité, celle-ci étant, j'insiste, encore une fois "relative" (quand on augmente de 10 notre compétitivité et le voisin de 100, alors malgré nos efforts notre compétitivité s'est dégradée de 90).

Mais lorsque la France entière montre qu'elle est capable de se mobiliser pour sortir dans la rue, alors là c'est la peur viscérale de nos élites qui prend le dessus : la peur du peuple.

Oui, tous les gouvernements ont une peur bleue du peuple. Il faut dire qu'avec ce

qu'ils nous font subir, ils ont bien raison d'avoir peur.

Et dans toute cette histoire, c'est sans doute la meilleure nouvelle. Le gouvernement pétoche, on lui fait peur, et cela signifie que notre démocratie n'est pas tout à fait morte.

Je vous laisse méditer sur cette citation tirée du film *V pour Vendetta* : "Les peuples ne devraient pas avoir peur de leurs gouvernements. Les gouvernements devraient avoir peur du peuple."

C'est ce qu'il se passe et c'est le plus important. Ce qui m'amène à une autre considération que je vous invite à garder dans un coin de votre esprit : lorsque le peuple de ce pays atteindra son point de ras-le-bol suite à des décennies de gouvernance lamentable ainsi que de petites et grandes trahisons, alors les pétochards qui nous dirigent prendront la poudre d'escampette en quelques minutes et le pouvoir, qui donne l'illusion de la force et de la stabilité, s'effondrera en quelques heures. Le peuple fait plus peur que l'Europe, à bon entendre salut ! En attendant mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !










Le prix du pétrole est ridiculement bas. La preuve.

Thibault Laconde 15 mars 2015

[nyouz2dés: JE VOUS RAPELLE QUE LE PÉTROLE EST LA MATIÈRE LA PLUS PRÉCIEUSE AU MONDE...]

Le baril de pétrole navigue ces jours-ci entre 30 et 35\$ le baril (au dernier pointage : 32.9 pour le Brent et 31.3 pour le WTI). Cela représente une chute vertigineuse depuis les 115\$ par baril de mi-2014, mais se rend-on bien compte à quel point le pétrole est bon marché ?

Voici une petite infographie qui devrait vous éclairer :

									
	Pétrole	Eau minérale	Lait	Essence (Super 98)	Bière	Huile de tournesol	Soda au verre	Whisky	Café en salle
Prix ⁽¹⁾	35\$ (32€) le baril	3.10€ le pack de 6	0.80€ le litre	1.34€ le litre	3.60€ le pack de 6x33cl	2.10€ le litre	3.10€	14.3€ la bouteille	1.50€ la tasse
Prix au litre	0.20€	0.52€	0.80€	1.34€	1.8€	2.1€	9.3€	19€	30.6€
		2.5 fois plus cher que le pétrole	4 fois plus cher que le pétrole	7 fois plus cher que le pétrole	9 fois plus cher que le pétrole	10 fois plus cher que le pétrole	47 fois plus cher que le pétrole	95 fois plus cher que le pétrole	150 fois plus cher que le pétrole



Energie & Développement
www.energie-developpement.blogspot.fr

⁽¹⁾ Source : INSEE, 2015 (sauf pétrole)

Et oui : aussi incroyable que cela puisse paraître, "l'or noir" est aujourd'hui deux fois et demi moins cher que l'eau en bouteille et presque 50 fois moins cher qu'un coca en terrasse...

Prolongation des centrales nucléaires : regardons la situation en face et posons les bonnes questions

Thibault Laconde 15 mars 2016

[NYOUZ2DÉS: nous serons tous irradiés.]

[NOTE DE NYOUZ2DÉS: si c'est bien Thibault Laconde qui a écrit ce texte on voit bien qu'il n'a rien compris au film. Il n'est pas très crédible.]

Fin février, la ministre de l'environnement, Ségolène Royal s'est dite prête à prolonger de 10 ans la durée de vie des centrales nucléaires françaises. Celles-ci conçues à l'origine pour durer 30 ans et déjà prolongées de 10 ans dans les années 2000 pourraient donc fonctionner jusqu'à leur cinquantième anniversaire.

Quelques jours auparavant, Jean Bernard Levy, le PDG d'EDF, était allé plus loin en évoquant même un prolongement jusqu'à 60 ans.

Comme on pouvait s'y attendre, cette annonce a été suivie d'un débat sur lequel je ne reviens pas, [j'en ai déjà dit l'essentiel ailleurs](#).

Maintenant que la poussière commence à retomber, si nous en profitons pour prendre un peu de recul ?



Le sujet ce n'est pas le nucléaire, c'est l'avenir de l'électricité française

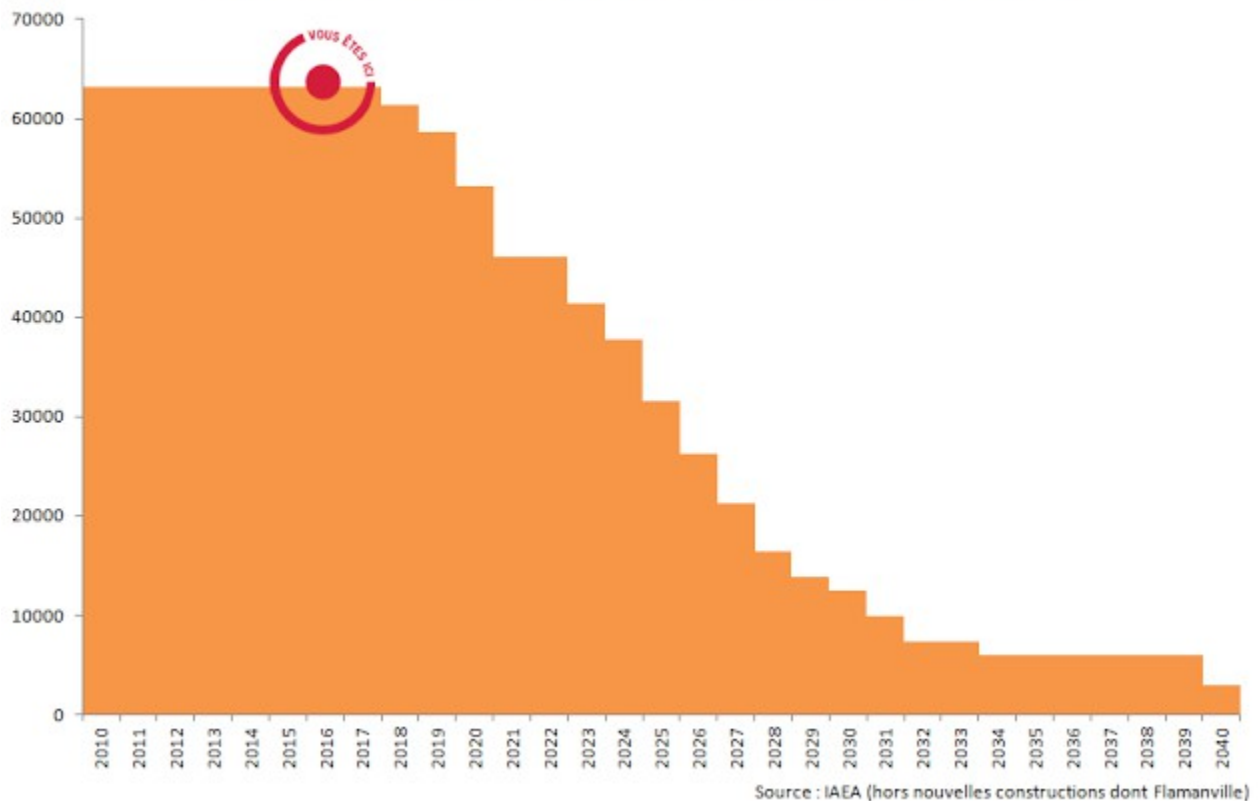
La discussion sur l'allongement de la durée de vie des centrales est souvent confondue avec un débat pour ou contre le nucléaire. C'est une erreur : on peut très bien vouloir fermer les anciens réacteurs pour en ouvrir de nouveaux, ou bien défendre simultanément la prolongation des centrales nucléaires et le rééquilibrage du mix électrique français - c'est du moins la position du gouvernement. Cette confusion conduit aux empoignades habituelles dès que l'on parle de nucléaire et occulte le vrai problème : **le système électrique français est en fin de cycle et personne ne semble se préoccuper de ce qui viendra après.**

En 1974, avec le plan Messmer, la France s'est lancée résolument dans l'énergie nucléaire. Dans les années 80, des dizaines de réacteurs ont été raccordés au réseau : le nucléaire, qui représentait un quart de notre mix électrique en 1980, a bondi jusqu'à 75% en moins d'une décennie. S'équiper aussi vite comportait un écueil qui aurait pu être prévu dès cette époque : les centrales nucléaires françaises vont toutes arriver en fin de vie simultanément.

C'est exactement là que nous en sommes : **sans prolongation, 34 réacteurs sur 58 devront avoir fermé en 2025, soit plus de la moitié de la puissance installée...** Nous nous trouvons face à un véritable mur !

Le nucléaire français au bord du gouffre

Puissance nucléaire disponible (MWe) en cas d'arrêt des centrales à 40 ans



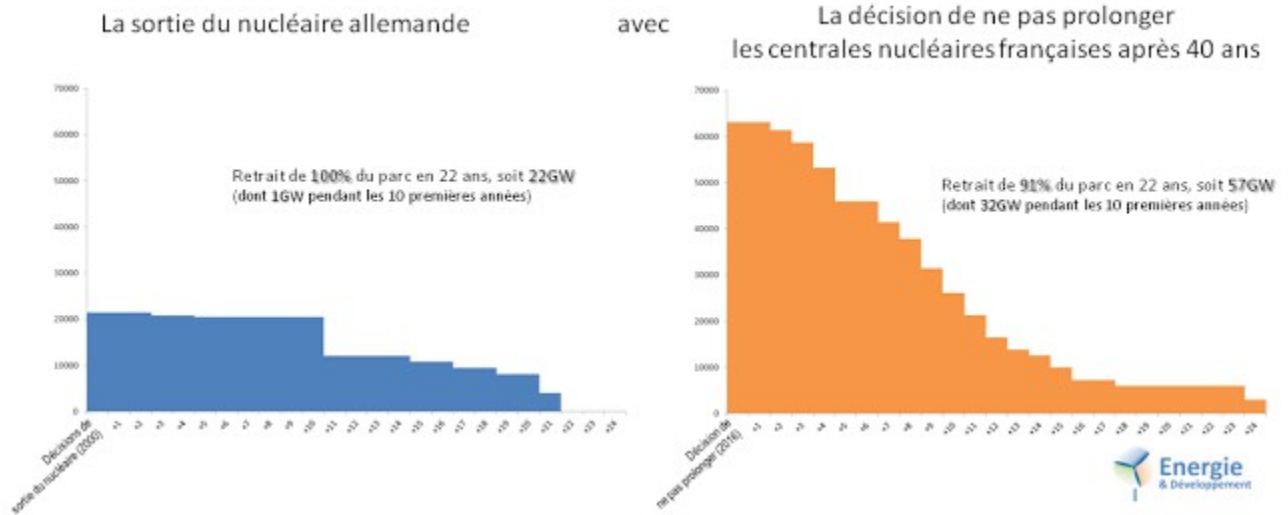
Que peut-on faire ? Quelques calculs de coin de table...

Prolonger la durée de vie des centrales ne ferait évidemment que reculer l'échéance mais peut-on l'éviter ? Impossible n'est pas français alors on va essayer de se passer de ce mot, même si ça demandera quelques efforts...

D'abord j'en entends, au fond, qui disent qu'on peut très bien remplacer le nucléaire par des renouvelables et que, la preuve, [c'est que les allemands sont en train de le faire.](#)

C'est vrai pour l'Allemagne mais en France nous ne sommes pas sur les mêmes ordres de grandeurs. Pour vous en convaincre comparons la "sortie du nucléaire" allemande à l'arrêt des centrales françaises après 40 ans :

Comparons



La transition énergétique allemande consiste à retirer 21.5GW de nucléaire entre 2000 et 2022 dont moins d'un gigawatt pendant les 10 premières années. Si nous prenions aujourd'hui la décision de ne pas prolonger nos centrales nucléaires, nous devrions retirer 57.1GW en 22 ans dont 31.6 pendant les 10 premières années. Il faudrait donc faire, entre 2016 et 2038, plus du double de ce que les allemands sont en train de faire entre 2000 et 2022, et surtout il faudrait démarrer trente fois plus vite qu'eux...

A ce stade, j'ai déjà très envie d'écrire "impossible". Mais continuons...

Réfléchissons sur les 10 prochaines années. Pour commencer, admettons que nous parvenions à diminuer de 10% notre consommation d'électricité pendant cette période (alors qu'elle a stagné pendant la décennie précédente), nous économiserions environ 50TWh. Imaginons de plus que nous réduisons à zéro nos exportations d'électricité, soit une économie de 60TWh supplémentaires. Ces 110TWh représentent à peu près la production de 15GW de centrales nucléaires (avec un facteur de charge de 80%).

Il nous resterait donc encore 15GW de nouvelles capacités à construire avant 2025, cela peut représenter au choix :

- Une dizaine d'EPR,
- Deux ou trois nouvelles grosses centrales à gaz ou à charbon par an (25 tranches de 600MW),
- Une multiplication par 5 en 10 ans du parc éolien français (soit l'installation de 24000 éoliennes terrestres de 2MW avec une facteur de charge de 25% en négligeant les questions d'intermittence).

L'option EPR peut être écartée d'emblée : vu l'expérience de Flamanville, jamais nous ne parviendrons à faire sortir de terre un réacteur par an entre aujourd'hui et 2025. Les deux autres (ou plus vraisemblablement un mix des deux : gaz/renouvelables) ne sont pas totalement irréalistes techniquement mais représenteraient un des projets les plus ambitieux jamais conduit en France.

La question n'est plus "Allons prolonger nos centrales nucléaires ?"

La perspective peut sembler enthousiasmante mais elle ne serait pas indolore pour le contribuable et l'abonné. Et de toute façon, aucune des conditions qui nous permettraient d'aborder sereinement une telle transformation ne sont réunies :

- Du côté des **conditions politiques** : une transition énergétique demande une forte impulsion [Il n'y aura pas de transition énergétique: c'est tout bonnement impossible.]. De plus comme une transition énergétique dure des décennies et se déroule généralement sur plusieurs alternances, s'il n'y a pas de consensus au sein de la population et entre les principales formations politiques, il est impossible de la mener à bien.
- **Conditions économiques** : renouveler un mix électrique coûte cher, pour y parvenir il faut disposer d'excédents ou être en mesure de s'endetter. Ni l'État ni les grands acteurs de l'énergie en France ne semblent en mesure de financer un tel projet. Au contraire, EDF compte sur une prolongation comptable (la capacité d'amortir ses centrales sur un temps plus long) pour se renflouer.
- **Conditions technologiques** : quelle que soit l'orientation choisie, **la France n'a plus de savoir-faire** : Areva (paix à son âme) et EDF sont incapables de terminer un réacteur, l'activité centrale électrique d'Alstom a été vendue à l'étranger et malgré quelques belles entreprises intermédiaires c'est le vide qui domine du côté des nouvelles énergies.

C'est pour ces raisons que les centrales nucléaires vont probablement être prolongées de 10 ans : pas parce qu'il n'y a pas d'alternative ou parce que le nucléaire est la meilleure solution mais parce que **l'imprévoyance de nos responsables politiques depuis 20 ans l'a rendue inévitable.**

La situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement était prévisible. Pour y faire face, y compris pour renouveler le parc nucléaire français si cela avait été l'option retenue, il aurait fallu des décisions d'investissement dans les années 2000, au moment où nos voisins européens se mettaient en mouvement et où la durée de vie des centrales était prolongée de 30 à 40 ans...

... Mais "Comment éviter que ça se reproduise dans 10 ans ?"

[Question ridicule: dans bien moins que 10 ans nous serons dans le bas de la falaise de Sénèque du point de vue économique. Thibault n'a donc jamais entendu parler de la dette globale de 223 trillions de dollars? Wake up. Il parle comme si "la richesse c'est pour toujours" (expression de Yves Cochet) puisque la planète terre est infinie.]

Ce qui importe maintenant c'est d'éviter de se retrouver dans la même situation en 2025 avec des centrales qui approchent de 50 ans et aucun autre plan que de les prolonger jusqu'à 60. Ce petit jeu ne peut pas durer éternellement...

C'est le bon moment : le feuilleton de Fessenheim va sans doute faire de l'énergie un thème des campagne présidentielles et législatives en 2017, le vainqueur aura la légitimité nécessaire pour lancer de grands chantiers et si, comme c'est très probable, les réacteurs français sont prolongés jusqu'à 50 ans, il aura 10 ans devant lui pour le mener à bien.

Reste à savoir s'il se trouvera dans la classe politique françaises des personnes à la hauteur du défi.

**Egon Von Greyerz: protégez votre patrimoine:
achetez de l'or avant qu'il ne grimpe à 2000 dollars**

Le 14 Mars 2016



Aujourd'hui, l'homme qui est devenu une légende pour ses anticipations de quantitative Easing(*Planche à billets*), dans les fluctuations des devises et sur des événements mondiaux majeurs donne son sentiment sur les dernières mesures prises par la BCE et son avis sur l'évolution du cours de l'or

L'or est pressé et n'attendra probablement pas que les investisseurs s'en procurent au prix actuel. Nous pourrions assister à un mouvement rapide vers 1400 \$ l'once, et si l'or ne reste pas trop longtemps à ce niveau, l'accélération devrait continuer vers le sommet précédent de 1900 \$.

Les mesures désespérées de la BCE



La BCE a confirmé, hier, qu'elle était extrêmement inquiète au sujet de l'économie européenne et du fragile système bancaire. Elle a baissé son taux négatif à -0,4% et augmenté son QE, ou impression monétaire, plus fortement qu'attendu par le marché. Je suis persuadé que cela n'est que le début du stimulus requis pour « sauver » l'Europe. Mais quel que soient les milliers de milliards que Draghi crée pour les banques en faillite et les économies européennes, cela ne fera aucune différence. Il n'est tout simplement pas possible de régler un problème avec les mêmes moyens qui l'ont créé au départ. Ajouter de la dette à une dette déjà excessive ne fera qu'augmenter l'ampleur de l'effondrement final.

Mais la BCE ne sera pas la seule banque centrale à imprimer de la monnaie. Toutes les grandes banques centrales, y compris la Fed, se joindront à la BCE avec plus de QE et de taux négatifs, jusqu'à ce que le monde soit noyé dans un océan de monnaie sans valeur.

Contexte technique pour l'or

Plusieurs personnes croient aujourd'hui que le contexte technique pour l'or est baissier, notamment à cause des grosses positions nettes vendeuses des traders commerciaux, les *commercials*. Selon la sagesse conventionnelle, les *commercials* ne se trompent jamais. Mais cette fois-ci les *commercials* devront vraisemblablement couvrir leurs positions vendeuses. Si c'est le cas, l'or s'envolera encore plus rapidement.

Les facteurs fondamentaux et techniques pour l'or sont maintenant plus haussiers qu'ils ne l'ont été depuis le début du marché haussier en 1999. Depuis le début de l'année, l'or a grimpé de 20-25% dans la plupart des devises. Dans des devises faibles, le mouvement a été plus rapide... Par exemple, en pesos argentins,

l'or est une hausse de 40% en 2016, et de 9 000% depuis le début du siècle. Il est probable que nous voyions des mouvements encore plus importants dans les autres devises, incluant le dollar US. À mesure que les devises continueront de s'affaiblir, l'or accélérera, jusqu'à ce que l'on atteigne l'impression monétaire globale à une échelle massive et l'hyperinflation. Il est certain que les gouvernements et banquiers centraux tenteront désespérément de sauver le monde en imprimant des quantités illimitées de monnaie. Ce sera évidemment un échec, ce qui signifie qu'après la période d'hyperinflation, il y aura une implosion de la plupart des actifs gonflés par les bulles de crédit, ainsi que de pans majeurs du système financier.

Le ratio Or/argent haussier pour les métaux

Les indicateurs techniques conventionnels montrent peut-être que l'or et l'argent sont surachetés à court terme. Mais le prochain mouvement ne sera pas guidé par quelque chose de normal. Il surviendra beaucoup plus rapidement qu'attendu. Le ratio or/argent nous indique clairement que le véritable mouvement de l'or, et spécialement de l'argent, n'a pas encore débuté. Selon nos indicateurs de cycles, ce ratio a atteint un pic en février 2016, à près de 83,5. Cela signifie que le prix de l'or est 83,5 fois celui de l'argent. Le ratio vient juste de terminer un haut de cycle à long terme et est suracheté sur les indicateurs hebdomadaires et mensuels. Il a un long chemin à parcourir avant d'être survendu, quelle que soit la période de temps. La prochaine résistance majeure pour le ratio est de 30, là où il était en 2011, lorsque l'argent grimpa à 50 \$. Le ratio pourrait redescendre à 15, comme en 1980.

Cela signifie que l'or et l'argent, tous les deux, vont bientôt entamer un mouvement très rapide. L'argent prendra la tête et bougera deux fois plus vite que l'or. Je n'exclus pas de voir l'or autour de 2000 \$ et l'argent à 50 \$ en 2016. Pour atteindre ces niveaux, cela impliquera clairement des problèmes géopolitiques ou financiers dans le monde. Quiconque a suivi mes écrits et mes interviews sait que j'identifie des risques sans précédent dans le système financier. Dans un système fragile basé sur une fondation de dette, n'importe quel catalyseur pourrait causer des dommages irréparables et une réaction en chaîne qu'aucune banque centrale ne pourrait arrêter.

L'or et l'argent comme assurance

L'or et l'argent physique stocké en dehors du système bancaire représente l'unique opportunité d'assurer votre patrimoine contre la destruction totale de richesse qui se profile.

Je m'attends à ce que tous les actifs bullaires comme les actions, les obligations et l'immobilier perdent au moins de 75 à 90% vis-à-vis l'or dans les années à venir. Détenir 10 à 25% de son patrimoine en or et en argent pourrait assurer contre une telle chute, puisque les métaux précieux vont probablement grimper de cinq fois, voire dix fois en termes réels dans les prochaines années.

La beauté de l'or et de l'argent en tant qu'assurance est que, contrairement à une assurance conventionnelle, les métaux précieux ont une valeur intrinsèque qui n'expire jamais. L'or et l'argent ont été la monnaie pendant des millénaires, tandis qu'aucune monnaie fiduciaire, ou papier, n'a survécu. Acheter une assurance qui, à la fois, protège vos actifs et s'apprécie en valeur, est clairement une offre difficile à refuser.

Source: [goldbroker](http://goldbroker.fr) – *GoldBroker.fr tous droits réservés*

Des forces furieuses nous submergeraient-elles ?

Posté le 13 mars 2016 par Bruno Colmant

[Bruno Colmant aurait-il enfin un éclair de lucidité?]

Nos pays ressemblaient à ces terres calmes sur lesquelles les saisons posent silencieusement leur rythme. Rien ne souillait les immuables cycles de la nature. Le temps se dérobait par fines couches qu'aucun sentiment d'attente ne savait abîmer.

Désormais, depuis le fonds des âges et aux entrailles de la terre, des forces titanesques se déchaînent furieusement. Les hommes et les éléments se battent dans une lutte fanatique. Telle une fine lame qui libère ces boursouflures sulfureuses, la terre éclate de ses orages. Elle rejette des déferlantes de combats. De gigantesques torrents de lave se déversent, emplis de la colère de l'histoire de l'humanité, trop longtemps contenue.

Toutes les forces se rebellent : les générations, les pays, les religions. Partout, chaque jour, des attentats, des violences. Partout, des nationalismes, des exclusions, des outrages aux Pères de la paix. Partout, l'oubli du passé, l'amnésie des tristesses et des générations englouties par les tragédies. Les guerres lointaines suscitent des répliques sismiques dans nos vieilles sociétés. Les hommes d'un continent se réfugient dans un autre. Tout se mêle, tout s'emmêle. Les guerres que l'Occident avait menées, il y a plus de 10 ans, dans des pays lointains explosent comme des bombes à fragmentation. L'homme se bat contre lui-même. Toute la rage des humains hurle dans des bouillonnements qui détruisent tout avant de

modeler de nouveaux mondes arides.

Où est le projet européen ? Selon son étymologie grecque, le mot Europe vient de celui qui peut regarder loin et large. Mais où en sont les incarnations ? Ou sont les solidarités ?

Tous les philosophes sont là, tels de lugubres fantômes unis par les mêmes inquiétudes. Ils savent que le monde peut, à tout moment, basculer.

Les crises sont de brûlants naufrages dans cette lave bouillante.

La civilité et la civilisation s'éloignent.

PEUT-ON ATTENDRE UN SALUT DES BANQUES CENTRALES, UNE FOIS LEUR STRATÉGIE RÉORIENTÉE ?

par François Leclerc

L'actualité continue d'accorder une place importante aux décisions – ou parfois à l'indécision – des banques centrales alors que grandit le sentiment qu'elles sont arrivées au bout de leur rouleau. De manière symptomatique, Mario Draghi a d'ailleurs prétendu faire avec ses annonces de la semaine dernière la démonstration contraire, sans nécessairement convaincre malgré l'ampleur du dispositif.

Cherchant à profiter de ce tournant tout en leur accordant de nouveaux pouvoirs, les projets de réorientation de la politique monétaire des banques centrales ne manquent pas. Constatant qu'utiliser le levier du crédit bancaire pour relancer la machine ne fonctionne pas, ils s'appuient sur l'idée que leur mission originale – lutter contre l'inflation – n'est plus d'actualité et que d'autres objectifs doivent lui être assignés.

Sous plusieurs variantes, la distribution directe de liquidités court-circuitant le système bancaire fait l'objet de différentes campagnes. Elles ont pour objectif de financer directement les investissements, ou d'accroître la consommation des particuliers. Quelle que soit l'option retenue, le décollage de « l'Helicopter Money » serait désormais la seule issue, certains l'annoncent même pour très bientôt.

Parmi les approches de ce que l'on pourrait qualifier *d'assouplissement quantitatif non conventionnel*, relevons celle de [la New Economics Foundation](#), qui préconise au Royaume-Uni l'adoption d'une politique qualifiée de « stratégique » accompagnée d'une réforme de sa gouvernance.

Une autre campagne intitulée [« Positive Money »](#) vise à « stimuler l'économie

réelle » au lieu du système financier, et se situe dans le cadre du projet [« QE for the people »](#).

Défendant l'idée de s'approprier l'assouplissement quantitatif, [plusieurs eurodéputés proposent](#) de leur côté que la création monétaire ait pour objectif le financement des biens communs, la transition verte et la création d'emplois.

Les excellentes intentions de toutes ces initiatives sont incontestables, ayant toutefois en commun d'éluder les phénomènes à l'origine des dysfonctionnements auxquels elles veulent remédier. Elles prétendent régler avec un instrument de politique monétaire des problèmes d'un tout autre ordre. Avec comme conséquence d'accréditer l'idée que deux mondes pourraient subsister côte à côte, celui de la finance laissée à son propre sort et celui de *l'économie réelle* à sauver.

Voilà qui renvoie à la vision de Paul Volcker, père de la séparation des activités spéculatives et d'intermédiation des banques aux États-Unis, quand il proposait non sans naïveté aux spéculateurs de continuer à jouer au casino s'ils le souhaitent, à condition de ne plus attendre de soutien des pouvoirs publics et des contribuables. L'économie et la finance sont étroitement liés, et cela implique de remettre la finance à sa place en raison de ses effets malveillants sur la première.

Aux rares iconoclastes de départ, qui prêchaient dans le désert dans ces domaines, ont succédé au sein même du monde des affaires et de la finance, des manifestations d'inquiétude plus larges sur le thème « où va-t-on ? ». Il en résulte une ouverture nouvelle à des idées qui hier encore n'étaient pas recevables, comme celle de l'« Helicopter Money ». Les manifestations de déstabilisation du système qui s'accumulent en sont à l'origine, mieux ressenties par ceux qui savent en prendre la mesure. Toute la question est de savoir où conduira une telle évolution encore limitée des esprits, car cette planche de salut n'est qu'une échappatoire.

Sans relance économique, c'est l'impasse, mais comment la susciter ? Le débat sur la posture à adopter va-t-il rebondir ? La rencontre des sociaux-démocrates européens de samedi dernier organisée par François Hollande, a en tout cas montré que ça n'est pas sur les dirigeants politiques qu'il faut compter. Ils sont empêtrés dans leurs contradictions et prisonniers des contraintes fiscales et budgétaires qu'ils ont eux-mêmes adoptés. Proliges quand il s'agit de leurs intentions, ils sont secs quand ils abordent le chapitre de leur financement.

[« Apocalypse now » dans la politique monétaire](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 15/03 LesEchos.fr](#)



« Apocalypse now » dans la politique monétaire

Bientôt des billets qui tombent du ciel ? Le patron de la BCE, Mario Draghi, juge « très intéressant » le concept d'« helicopter money ». Ce serait le moyen de relancer la demande. C'est aussi le signe d'un profond désarroi.

de Jean-Marc Vittori

C'est une histoire à dormir debout. Imaginez un petit matin où le vrombissement des hélicoptères devient assourdissant, où vous ouvrez la fenêtre pour regarder, où vous apercevez de petits bouts de papier qui flottent dans l'air, où vous découvrez que ces flyers sont d'authentiques billets de banque... Naguère, ce rêve vous aurait mené tout droit à l'hôpital psychiatrique. Et si d'aventure vous aviez été un banquier central, vous auriez risqué le bûcher - au moins le bûcher médiatique. Pour avoir osé prononcé le mot « hélicoptère » dans [un discours en 2002](#), Ben Bernanke, qui était alors l'un des sept gouverneurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, a été surnommé « Helicopter Ben » pendant des années. Mais les temps ont changé. Interrogé sur cette idée saugrenue d'argent tombant du ciel, [Mario Draghi, le puissant président de la Banque centrale européenne](#), l'a jugée « très intéressante ». Avant d'affirmer que « nous n'avons pas encore vraiment étudié le concept ». Pas encore... mais donc bientôt ?

Cette histoire abracadabrantesque est vieille d'un demi-siècle. « *Supposons maintenant qu'un jour un hélicoptère vole au-dessus de cette communauté et largue 1.000 dollars de plus du ciel...* » [Cette fiction](#) du célèbre économiste

américain Milton Friedman en 1969 visait surtout à démontrer une vieille idée du très libéral professeur de Chicago : l'argent ainsi créé agirait seulement sur l'inflation (comme le montre son épilogue de l'histoire de l'hélicoptère : si la quantité d'argent était ainsi doublée, « *le résultat ultime serait un doublement du niveau des prix* »).

Mais l'hélicoptère a frappé les esprits. D'autant plus qu'il remémorait [une autre histoire](#) racontée trente ans plus tôt par John Maynard Keynes, l'ennemi intime de Friedman. Pour lutter contre le chômage involontaire, l'économiste anglais proposait dans sa « Théorie générale » d'enfouir des vieilles bouteilles remplies de billets de banque tout neufs dans des mines désaffectées. Des chômeurs partiraient alors à leur recherche, comme dans une mine d'or. Une fois découverts, les billets seraient dépensés. « *Le chômage pourrait disparaître, et, compte tenu des répercussions, il est probable que le revenu réel de la communauté de même que sa richesse en capital deviendraient bien plus élevés qu'ils ne le sont réellement* ».

Voilà le but ultime de l'argent venu du ciel : relancer la demande. Aujourd'hui, il y a des millions de chômeurs et beaucoup de machines trop peu employées. En France, par exemple, il y a plus de 3,5 millions de demandeurs d'emploi (en retenant la définition la plus étroite) et les usines tournent à 81 % de leur capacité alors que la moyenne de long terme est proche de 85 %. Le problème est, ou serait, du côté de la demande. Les consommateurs consomment trop peu, les entreprises n'investissent pas assez. Si on donne de l'argent au consommateur, l'économie repartira vraiment. La demande plus forte poussera les prix à la hausse. L'inflation pourrait enfin revenir « *au-dessous mais proche de 2 %* », l'objectif que s'est donné la Banque centrale européenne. Une bonne raison d'étudier le concept d'« helicopter money ».

Les banquiers centraux ont déjà injecté des fortunes dans l'économie. La Fed a dépensé 3.500 milliards de dollars pour acheter des [titres financiers](#) à travers ses trois plans QE. La BCE en est à 700 milliards d'euros et s'apprête à accélérer ses achats. Mais l'essentiel de cet argent reste bloqué dans la finance. A la fois parce que les banques sont désormais ensevelies sous un amas de réglementations et parce que les emprunteurs ont peu envie d'emprunter dans une telle incertitude. Les bas [taux d'intérêt](#) ne stimulent pas l'économie, tombée dans la « trappe à liquidités » décrite par Keynes.

L'hélicoptère permettrait de sortir de la trappe à liquidités, de passer au-dessus des banques. Avec des conséquences sociales sans doute préférables, car les montants injectés ont profité aux gros épargnants, ceux qui ont su profiter de la hausse des [marchés financiers](#) induite par les achats des banques centrales. Alors que le QE

est centré sur le triangle NAP (Neuilly-Auteuil-Passy), l'hélicoptère arroserait aussi le triangle SAB (Sarcelles-Argenteuil-Bobigny). « *Si l'argent créé à travers le QE était plutôt réparti entre tous les habitants de la zone euro, chaque citoyen pourrait recevoir jusqu'à 175 euros par mois* », calcule le mouvement « [QE for people](#) », qui a été auditionné par le Parlement européen en février.

Sauf qu'il reste à prouver que la faiblesse de la demande est l'ultime ressort de la crise. Sauf qu'il est difficile d'imaginer vraiment des hélicoptères lâchant des billets. Il faudrait d'autres outils. Le moyen le plus rapprochant serait de créditer les comptes bancaires des particuliers, mais il faudrait des listes qui n'existent pas. Les économistes imaginent plutôt que l'argent créé servira à financer des baisses d'impôts. « *Il y a toujours une combinaison de politique monétaire et budgétaire qui stimule la demande privée, en principe sans limites* », [veut croire Willem Buiter](#), un ancien de la banque d'Angleterre devenu économiste en chef de la banque Citigroup. Mais la piste fiscale bute sur toute une série de problèmes : action moins rapide, pertes en ligne, inégalités, effet incertain sur la dépense, problème de légalité. Les investissements publics posent aussi de redoutables questions de choix, sans parler des délais qui se comptent en années.

Dans le film « Apocalypse now », il y a aussi des hélicoptères bruyants. Ils sont là pour tuer, et non pour sauver. Mais dans les deux cas, il y a un profond désarroi face à une crise inextricable. Dans le film, la remise en cause porte sur la prééminence des Etats-Unis. Dans la politique monétaire, elle porte sur les circuits du crédit, et sur une création monétaire devenue l'apanage des banques depuis les années 1970. Les banquiers centraux préfèrent jouer de la musique douce. Mais leur prochaine partition se trouve peut-être chez Wagner.